



L'idylle insolite de Donald Trump, artisan du «Muslim Ban» avec la dynastie wahhabite (1/2)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 02 juin 2019

[Madaniya](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Pur hasard ou fâcheuse coïncidence qui masque une intention provocatrice ?

Traditionnelle ritournelle de la diplomatie américaine à l'égard des Arabes (1), la transaction du siècle, le règlement au rabais de la question palestinienne, devrait être révélée après la fin du mois de Ramadan 2019, soit vers le 5 juin, une date coïncidant avec la date de la défaite arabe lors de la 3ème guerre israélo-arabe de juin 1967.

Si cette date était confirmée, elle constituerait une nouvelle illustration de l'instrumentalisation du calendrier comme fonction traumatique à l'égard des Arabes, comme en témoigne la décision de Donald Trump d'ordonner le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, le 15 Mai 2018, à la date anniversaire de la proclamation de l'indépendance de l'Etat hébreu.

Nullement une vue de l'esprit ou une interprétation relevant d'une psychose complotiste, l'intention provocatrice n'est pas à exclure compte tenu de l'usage constant du calendrier comme fonction traumatique fait par les Israéliens en vue de contraindre les Arabes à intégrer leur infériorité, à la manière des zoos zoologiques de l'époque coloniale.

Pour aller plus loin sur cet aspect de la guerre psychologique menée par Israël contre les Arabes, ce lien: <https://www.renenaba.com/du-calendrier-comme-fonction-traumatique/>

52 ans après la défaite de juin, 35 ans après l'invasion israélienne du Liban, -deux événements intervenus un 5 juin-, la transaction du siècle, par la négation des droits nationaux du peuple palestinien qu'elle implique, s'apparente à l'«arnaque du siècle» (2), à en juger par ses principales dispositions révélées par la presse arabe et internationale.

Toutefois, cet échafaudage patiemment construit pour la pérennisation au pouvoir de l'ultra-droitier Benjamin Netanyahu et la réélection de Donald Trump pourrait s'effondrer, tel un château de cartes, du fait de la psychorigidité israélienne et de l'impasse gouvernementale y afférente, illustration pathologique des dérives de la puissance américaine et du délire de ses servants aussi bien Arabes qu'Américains qu'Européens.

L'objectif sous-jacent: La Palestine contre la Syrie

A l'arrière-plan de l'accentuation des sanctions économiques contre l'Iran, le chef de file de la contestation anti occidentale dans la zone, l'objectif sous-jacent de la transaction du siècle est la promotion d'un nouvel ordre régional qui se substituerait à l'ordre ancien établi par les anciennes puissances coloniales européennes, dans la perspective d'un monde post

occidental et la montée en puissance de l'Eurasie. En somme un accord Trump-Poutine qui se substituerait aux accords Sykes-Picot.

Cent après les accords Sykes-Picot (1916), les Etats Unis, en phase de reflux au Moyen orient, viseraient à remodeler la zone en fonction des nouveaux rapports de force dégagés par la séquence dite du «printemps arabe»: Une désarticulation du Monde arabe par l'aménagement d'un glacis stratégique de l'Otan cimenté par une alliance judéo-sunnite (Israël et les pétromonarchies sunnites), en contrepartie de la reconnaissance du primat de la Russie sur le front nord anti-israélien: Iran, Syrie, Irak, Liban, adossés à la Russie et la Chine.

Schématiquement: Troquer la phagocytose de la Palestine par Israël en contrepartie de la reconnaissance de la prééminence russo-chinoise sur la verticale Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth et son prolongement, le Sud Liban et Gaza. L'aménagement d'une base aérienne russe en Syrie, doublée d'une plateforme militaire navale russo chinoise à Tartous et d'un grand port commercial russe dans cette ville syrienne de la côte méditerranéenne, ainsi que la visite officielle en 2019 à Moscou du président libanais Michel Aoun, la première depuis l'indépendance du Liban en 1943, constituent les prémises de ce bouleversement stratégique.

L'Egypte, ancien chef de file du combat nationaliste arabe, se cantonnera à son rôle de passeur de plat de la stratégie américaine pour la satisfaction des rêves pharaoniques de son président, le Maréchal Abdel Fattah Al Sissi; La Turquie, puissance régionale incontournable aux capacités limitées, dans son rôle de nuisance confrérique réformatrice en direction de la dynastie wahhabite et son jeu de bascule entre Russie et Amérique.

Retour sur cette forfaiture menée conjointement par les Etats Unis et l'Arabie saoudite, deux états voyous par excellence de la scène internationale, représentés dans le cas d'espèce par Jared Kushner, gendre du président Donald Trump, artisan du Muslim Ban et, le prince héritier saoudien Mohamad Ben Salmane, un équarisseur émérite de ses opposants.

Les prémises d'une idylle insolite.

Contrairement à tous les usages, Donald Trump a réservé à l'Arabie saoudite, son premier déplacement officiel à l'étranger, en 2017, en sa qualité de président des Etats Unis. Et dès son atterrissage à Riyad, il avait d'ores et déjà mis la main sur le trésor saoudien.

Mais sa mainmise sur le pactole saoudien ne résultait toutefois pas du hasard, ni non plus de l'exploit individuel du président américain.

Le New York Times en association avec le quotidien libanais «Al Akhbar» dans un dossier intitulé «Saudi-Leaks», en date du 6 décembre 2018, révèlent les dessous de cette idylle insolite entre l'artisan du «Muslim Ban» et un pays supposé être le chef de file spirituel du monde musulman.

Pour aller plus loin sur le voyage de Donald Trump en Arabie saoudite, ce lien: <https://www.madaniya.info/2017/05/17/donald-trump-en-arabie-saoudite-ladoubement-de-lartisan-du-muslim-ban-par-le-petromonarchies-sunnites/>

L'homme a ainsi réussi à soustraire des milliards de dollars au trésor saoudien pour assurer le plein emploi au bénéfice de l'économie américaine. Cet homme-là que la volonté du peuple américain a propulsé à la tête des Etats Unis a été redevable de sa bonne fortune

politique à une dynastie, pour être précis à un seul homme au sein de cette dynastie: Mohamad Ben Salmane.

Le fils du Roi Salmane n'a pas hésité un seul instant à mettre toutes ses cartes sur la table devant l'équipe de campagne du nouveau président élu, l'ancien candidat du Parti Républicain à la présidence des Etats Unis.

MBS n'a pas été avare de promesses d'investissements, de dons en moyens financiers et humains au point de faire du Royaume saoudien un instrument affecté au service de la satisfaction des intérêts et des ambitions américaines.

Saudi Leaks constituent un ensemble de documents secrets saoudiens datant de 2016, l'année où les regards du monde entier s'étaient fixés sur cet homme plein de morgue qui allait gouverner les Etats-Unis.

«Nul personne au monde ne peut se dispenser de se poser la question de savoir ce que pensent les Etats-Unis», avait prétendu un jour Zbigniew Brezenski, l'ancien président du Conseil National de Sécurité du président démocrate Jimmy Carter (1976-1980).

Certes, des pays cherchent à prévoir ou à anticiper les intentions américaines dans le cadre de leur compétition internationale ou de la guerre qu'ils mènent contre la puissance américaine.

Dès sa phase d'approche avec l'administration Donald Trump, MBS a paru aller au-devant des désirs américains, comme s'il voulait anticiper son asservissement aux Etats Unis, à une période de l'humanité où la majorité des peuples de la terre avait réussi à se débarrasser autant se peut que faire des chaînes qui les enchaînaient. Par son comportement, MBS a ainsi privé «son peuple, ses frères arabes et les Musulmans» de richesses considérables.

«Chèque en blanc»

Un «chèque en blanc»: C'est ainsi que le prince saoudien s'est présenté en substance à ses interlocuteurs américains. Mon argent, mon peuple, ma religion à votre service, gout sera votre propriété pour peu que vous y consentiez. Prenez tout cela pour peu que consentiez à nous aménager un strapontin dans votre entourage.

La visite de Donald Trump en Arabie saoudite avait donc été minutieusement planifiée. Au prix d'une entourloupe en ce que la législation américaine proscribit formellement toute démarche diplomatique, sans mandat express du pouvoir exécutif.

Mais le prince héritier était pressé, allant au-devant des désirs du président élu, affectant de gros moyens financiers pour gagner sa sympathie.

Il a ainsi enrôlé Kenneth Dobrystyne, ancien Haut fonctionnaire à la Maison Blanche sous l'ère Ronald Reagan (1980-1988) et s'est arrangé pour nouer des contacts avec Jared Kushner, multipliant les messages via SMS avec le gendre présidentiel devenu son compagnon de chasse en vue de fixer la ligne diplomatique du président élu, au mépris des règles en vigueur au sein de l'exécutif américain.

L'offre globale.

En Mars 2016, Mohamad Ben Salmane avançait une offre globale politique, économique,

sécuritaire et culturelle. Une offre qui ne souffrait pas une seconde d'hésitation et se résumait à la question suivante: QUE FAUT IL POUR QUE LE ROYAUME SOIT UN ALLIE DES ETATS UNIS AU MÊME NIVEAU QU ISRAEL?

Les réformes étaient déjà incluses dans l'offre. Mais selon la correspondance officieuse saoudo américaine, les réformes, -notamment l'autorisation aux femmes de conduire leur voiture, la lutte contre le terrorisme- étaient destinées à l'opinion américaine et non en faveur des ressortissants saoudiens.

L'Islam

L'Arabie saoudite dispose de deux mille (2.000) penseurs musulmans en mesure de faire prospérer les enseignements de la religion musulmane selon la conception wahhabite sur l'ensemble du Monde musulman. Même notre religion sera au service de vos projets.

ENSEMBLE NOUS REGLERONS LE PROBLEME PALESTINIEN et nous investirons des milliards de dollars aux Etats Unis.

Zone franche sur la Mer rouge

Que pensez-vous d'une zone franche américaine sur la Mer Rouge (Le projet NEOM 2030), qui fera office de porte d'entrée des Etats Unis vers l'Afrique et Moyen orient.

Avec en prime, un potentiel humain arabe combattant (les groupements terroristes islamiques) à la disposition du président américain. Choisissez ce que bon vous semble. Nous sommes prêts à satisfaire la moindre de vos requêtes. Telle était la substance du message saoudien. Ainsi donc bien avant l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, MBS s'était placé à la disposition du président américain, donnant le coup d'envoi à ce voyage d'allégeance absolue au Président le plus xénophobe de l'histoire américaine.

Du rôle des centres de recherches et des firmes de conseils et communications et des relations publiques.

- Le rôle du Fonds Général des Investissements Saoudien et de Yasser Ar Ramyane.

Peu de mois avant la fin du mandat de Barack Obama (2008-2016), Mohamad Ben Salmane a entrepris de conquérir les Etats-Unis.

Le président démocrate, premier président afro américain de l'histoire des Etats Unis était réservé à l'égard de certains aspects de la politique saoudienne et réticent à établir un partenariat avec le Royaume dans la guerre contre Daech (l'Etat Islamique), en juin 2016, en Syrie et en Irak.

MBS a entrepris son voyage aux Etats Unis alors que les relations saoudo américaines étaient caractérisées par une certaine tiédeur dans la foulée de la conclusion d'un accord international sur le nucléaire iranien.

A l'époque l'image du jeune prince n'était pas souillée de sang auprès de l'opinion américaine ni des médias du pays. La guerre du Yémen ne faisait pas l'objet de critiques, quand bien même elle constituait un cas typique de guerre d'agression. La quasi-totalité des journalistes réputés couvraient de louanges les reformes du prince et son audacieuse vision

d'avenir –Le projet NEOM 2030.

Ce concert de louanges ne résultait pas du fruit du hasard.

Riyad avait engagé une vaste offensive de charme auprès des centres de Recherches, des firmes de conseils, de communications et de relations publiques, y allouant des millions de dollars en vue de façonner une image positive du Royaume et de son jeune prince et de faciliter ainsi son admission au sein des cercles décisionnaires du pouvoir aux Etats Unis.

En dépit de la tonalité positive de la grande presse américaine, des critiques subsistaient. Ainsi la revue économique Forbes a mis en doute la réalité de la Révolution en cours en Arabie saoudite, soulignant que la visite de Mohamad Ben Salmane et son contrat de partenariat avec la firme UBER ne lui seront pas d'une grande utilité pour parvenir à ses fins.

Deux ans après son voyage américain, force est d'admettre que MBS est loin d'avoir atteint son but.

La question qui se pose est de savoir à quel titre le Fonds Général des Investissements saoudien s'immisce dans les affaires politiques, sauf à servir les desseins politiques de MBS, à l'aider à creuser son sillon aux Etats-Unis.

Le câble de Yasser Ben Ousmane Ar Ramyane, en date du 18 juin 2016, au chef du cabinet royal saoudien.

Au printemps 2016, soit quatre mois avant l'élection présidentielle qui mettait en compétition Donald Trump (Républicain) et Hillary Clinton (Démocrate), un câble du conseiller du secrétariat général du gouvernement saoudien Yasser Ben Ousmane Ar Ramyane, en date du 12/9 1437 de l'hégire (18 juin 2918), adressé au chef du cabinet royal sous la mention «secret et très urgent» recensait les rencontres du prince saoudien durant la période du 8 au 18 juin 2016

-Sur la côte Ouest, visite à la Silicon Valley, le centre mondial de la technologie de pointe. Rencontre avec les présidents exécutifs de Microsoft, d'Apple et de Twitter, de même que de la firme Uber et Makana Capital management.

Sur le rôle de twitter dans la traque des opposants saoudiens

<https://www.les-crises.fr/twitter-a-donne-a-larabie-saoudite-des-informations-ayant-finalement-conduit-a-la-mort-dun-journaliste/>

Martin Indyk

-Sur la côte Est, rencontre avec le chef de la CIA, le ministre du commerce, le président de la chambre de commerce américaine ainsi que de des dirigeants de la banque Morgan Stanley et du Brookings Institution en présence du directeur de cette institution, Martin Indyk, un membre éminent du lobby juif américain.

Promoteur de la théorie du double endiguement de l'Irak et de l'Iran, Martin Indyk, ancien assistant du secrétaire d'état sous la mandature de Bill Clinton, a été chargé de relancer les négociations israélo-palestiniennes en 2013-2014, sous la mandature de Barack Obama. Membre de l'AIPAC, la principale formation du lobby juif américain, Martin Indyk est aussi

membre du centre de recherches «Washington Institute For Near East Policy».

Le document de 15 pages mentionne des contacts avec des centres de recherches, des firmes spécialisées dans le domaine du conseil, des communications et des relations publiques, tant à Washington, qu'à New York qu'à San Francisco.

Ces rencontres préliminaires déblayaient en fait le terrain à la «Révolution de Palais» que le prince héritier préparait avec la constitution d'une équipe spéciale sur les questions ayant trait aux relations internationale.

MBS avait très tôt entrepris d'éliminer ses rivaux afin de dégager la voie à sa monopolisation des relations bilatérales saoudo-américaines à son profit exclusif.

A l'aide d'une équipe dévouée à sa personne, inconnue des initiés, il a entrepris de neutraliser les traditionnels centres du pouvoir saoudien.

Dès l'accession de son père au trône, en Janvier 2015, MBS s'est emparé du sceau royal, théoriquement détenu par son père, cumulant les fonctions de chef du cabinet royal, de ministre de la défense et de président du conseil des affaires politiques et sécuritaires.

Monopolisant les postes sensibles, il commença son travail de sape en vue d'abolir méthodiquement les obstacles visant à entraver son intronisation progressive, comme futur Roi, successeur de son propre père.

En Avril 2015, trois mois après l'accession de son père au pouvoir, MBS destituait le prince héritier en titre, Mouqren Ben Abdel Aziz pour le remplacer par le prince Mohamad Ben Nayef, un petit fils du fondateur du royaume, effectuant dans l'ordre subliminal un saut générationnel dans les règles de succession du pouvoir, régies jusque-là par la loi de primogéniture, qui consiste à confier le pouvoir à l'aîné de la génération la plus ancienne.

La 2eme phase de la purge a concerné les autres composantes de la dynastie, aussi bien les fils du Roi Fondateur que ses petits-fils., avec une attention particulière pour les héritiers du Roi Abdallah, le prédécesseur direct de son père le Roi Salmane.

MBS évince ainsi coup sur coup, Saoud Al Fayal, l'inamovible ministre des Affaires étrangères pendant 40 ans et fils du Roi Faysal, et le Prince Mouteb, fils du Roi Abdallah et chef de la garde nationale, la garde prétorienne de la dynastie, constituée exclusivement de tribus loyales au trône. Dans la foulée, il supprime douze offices gouvernementaux.

En Mars 2015, MBS déclenche la guerre du Yémen, verrouillant le domaine militaire et sécuritaire.

Un an plus tard, en Août 2016, à son retour de son voyage des Etats Unis et à 3 mois des élections américaines, MBS se proclamait chef effectif du pays avec son plan de planification des prospectives de développement économique du pays pour sa transition à l'ère post-pétrole;

Ce plan est connu sous le vocable de «Vision 2030». Sorte de «Silicon Valley» du désert, Le projet NEOM 2030 devait drainer des capitaux juifs américains en joint-venture avec les Saoudiens et Israéliens et constituer en même temps un nouveau paradis fiscal au Sinaï et en mer Rouge.

Le NEOM 2030 devrait remplacer Beyrouth et Dubaï, mais pas Tel-Aviv. Le projet prévoit sa jonction avec la place financière de Londres qui devrait le connecter avec les différents paradis fiscaux de la Couronne dont la City de Londres -qui n'est pas anglaise, mais dépend directement de la Reine Elisabeth- pour garantir l'opacité du commerce international.

René Naba

Notes

1 -La Transaction du siècle, une ritournelle de la diplomatie américaine à l'égard des Arabes

<https://www.madaniya.info/2018/12/14/etats-unis-monde-arabe-la-transaction-du-siecle-une-ritournelle-de-la-diplomatie-americaine-a-l-egard-des-arabes/>

2 - A propos de l'arnaque du siècle, cf à ce propos l'article de René Backman publié sur le site Mediapart le 9 avril 2019

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7119>

La source originale de cet article est [Madaniya](#)

Copyright © [René Naba](#), [Madaniya](#), 2019

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca